

La croissance économique mondiale actuelle

1 État des lieux de la croissance économique mondiale actuelle

D'après les statistiques récentes de l'OCDE, la croissance économique mondiale devrait connaître une embellie pour les années à venir. Alors qu'elle était de 3 % en 2016, elle devrait atteindre 3.3 % en 2017 et 3.6 % en 2018.

L'Inde est le pays qui devrait connaître la croissance économique la plus forte pour ces deux prochaines années. Depuis 2014, sa croissance demeure nettement supérieure à celle des principales économies de la planète et devrait être de 7.7 % pour l'année 2018.

Même si la Chine continue à afficher une croissance économique actuelle élevée (6.3 % en 2018), le pays a connu un net ralentissement de celle-ci depuis l'année 2010. Suite à la crise économique et financière de 2008 et au ralentissement du commerce mondial qui s'en est suivi, la Chine a dû faire face à une baisse de la demande mondiale en biens et en services qui a pénalisé ses exportations et donc sa croissance économique.

Sur la période 2010-2016, la croissance économique américaine est restée relativement stable avec un taux de croissance annuel proche de 2 %. Mais, l'économie américaine connaît une activité économique plus intense depuis 2016. Elle devrait être de 2.5 % et 2.8 % respectivement en 2017 et 2018.

La zone euro a connu une croissance économique très faible sur la période 2010-2012. Elle est parvenue à sortir du marasme depuis 2013. Sa croissance économique semble être plus forte et se stabiliser désormais entre 1.5 % et 2 % (1.6 % attendu pour l'année 2018). La comparaison de la croissance économique française et celle de la zone euro, sur la période 2010-2018, montre qu'il y a toujours eu un différentiel de croissance. Jusqu'en 2014, ce différentiel était en faveur de la France puisque sa croissance économique était nettement supérieure à celle de la zone euro. En revanche, depuis 2014, ce différentiel est à l'avantage de la zone euro. Toutefois, il est attendu que cet écart se réduise dès 2017 ainsi la croissance économique respective de la zone euro et de la France devraient être davantage confondues en 2018.

2 De nombreuses incertitudes demeurent

L'année 2017 est une année caractérisée par de nombreuses incertitudes compte tenu de la conjoncture économique mondiale et du contexte politique à l'échelle internationale.

Premièrement, nous assistons au ralentissement de la croissance économique des pays émergents notamment des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Alors qu'un nombre non négligeable d'entre eux est confronté à de graves difficultés économiques et politiques à l'instar du Brésil, la Chine a vu son taux de croissance divisé par deux en l'espace de 10 ans. La raison principale de ce ralentissement est la crise des *subprimes* de 2008 et ses conséquences.

Deuxièmement, la croissance économique notamment aux EU et en zone euro a été largement soutenue par une politique monétaire accommodante. Les banques centrales américaine et européenne ont fait le choix de soutenir la croissance en baissant fortement leurs taux d'intérêt directeurs et en mettant en œuvre des moyens d'actions exceptionnels comme le QE (*Quantitative Easing*). Le but était de baisser le coût du crédit bancaire afin de stimuler l'activité économique (consommation et investissement) et l'emploi. Le QE a été utile car la situation économique se serait davantage aggravée compte tenu des effets dévastateurs de la crise de 2008. Mais, cette abondance de liquidités et son arrêt programmé soulèvent de nombreuses incertitudes sur le risque d'inflation, l'endettement public, le niveau des taux d'intérêt à venir et donc les perspectives de croissance.

Toutefois, les EU connaissent une croissance économique plutôt forte, stimulée par la demande intérieure. Mais, l'intention du président américain, Donald TRUMP, de recourir au protectionnisme aurait rapidement des effets néfastes favorisant une hausse de l'inflation américaine (hausse du coût des produits importés) incitant les autres pays à recourir également à des mesures protectionnistes au risque de multiplier les représailles commerciales.

Dans la zone euro, les incertitudes restent fortes également. Tout d'abord, la défiance exprimée à l'égard de l'euro et de l'UE encourage la montée du populisme et des partis souverainistes (Pays-Bas, Autriche, France...) exprimant le manque de légitimité politique de l'UE. Le Brexit l'illustre parfaitement. Ensuite, le niveau de chômage élevé notamment dans les pays du sud de l'Europe (Espagne, Portugal...) pénalise la croissance car elle conduit à un affaiblissement de la consommation et de l'investissement. Les doutes sur la situation financière des banques dont le niveau des créances douteuses est élevé ainsi que le niveau inquiétant des déficits et de la dette publics soulignent la fragilité actuelle des banques et la réduction des marges de manœuvre des États en matière de politique budgétaire.

La situation du Japon reste toujours préoccupante puisque son taux de croissance annoncé pour 2018 sera l'un des plus faibles parmi les principales économies. (0.8% selon l'OCDE) Depuis le début des années 1990, ce pays est englué dans une déflation chronique dont il a du mal à s'extirper.



Zoom sur la croissance économique de la Chine

Selon l'OCDE, la croissance économique de la Chine est passée de 10.5% en 2010 à 6.7% en 2016, soit une baisse d'un peu plus de 6 points de PIB en seulement six années. Il y a donc eu un net ralentissement de l'activité économique du pays sur la période récente. En 2018, le ralentissement de la croissance du pays devrait être confirmé puisque la croissance annuelle du PIB devrait être légèrement supérieure à 6% (6.3% selon l'OCDE).

La baisse de la demande mondiale en biens et services suite à la crise des *subprimes* de 2008 est une raison importante de ce ralentissement de croissance. Elle s'est traduite par une baisse régulière des exportations de la Chine. Or celles-ci sont considérées comme le « moteur » de la croissance chinoise.

Cependant, des facteurs propres à l'économie du pays se sont aussi imposés comme de réels défis pour les autorités du pays : la hausse régulière du coût du travail qui réduit l'avantage de produire en Chine, l'activité manufacturière qui s'est contractée compte tenu de la présence de surcapacités de production dans certains secteurs (acier, fer...), les effets négatifs de la pollution, le niveau d'endettement du secteur privé et des collectivités locales et surtout les difficultés à réorienter le modèle de croissance chinois fondé sur les exportations vers un modèle de croissance davantage orienté vers la consommation domestique.

QCM

- 1 En 2017, il est attendu que la croissance économique mondiale soit :**
 - A. Comprise entre 2% et 2.5%
 - B. Inférieur à 2%
 - C. Supérieur à 3%

- 2 La plus forte croissance économique attendue pour les années 2017 et 2018 concerne :**
 - A. L'Inde
 - B. Le Japon
 - C. La Chine

- 3 Depuis l'année 2010, la Chine a connu :**
 - A. Une forte augmentation de son activité économique
 - B. Un fort ralentissement de son activité économique
 - C. Une sévère déflation

- 4 Depuis 2010, la croissance économique américaine demeure globalement :**
 - A. Supérieure à la croissance économique de la zone euro
 - B. Inférieure à la croissance économique de la zone euro
 - C. Identique à la croissance économique de la zone euro

- 5 En 2018, il est attendu que la croissance économique de la zone euro soit proche de :**
 - A. +1%
 - B. +1.5%
 - C. +2.5%

- 6 En 2018, il est attendu que la croissance économique des États-Unis soit proche de :**
 - A. +1%
 - B. +2%
 - C. +3%

- 7 Le différentiel actuel de croissance économique entre la zone euro et la France s'explique principalement par :**
 - A. La faiblesse de notre compétitivité prix
 - B. La faiblesse de notre compétitivité hors prix
 - C. La force de notre compétitivité hors prix

- 8** Selon les experts de l'OCDE, le pays qui va connaître la croissance économique la plus faible, en 2018, parmi les principales économies sera :
- A. Le Royaume-Uni
 - B. La France
 - C. Le Japon
- 9** Suite à la crise de 2008, l'activité économique aux États-Unis et dans la zone euro a été soutenue par :
- A. Une hausse des taux d'intérêt directeurs de la FED et de la BCE
 - B. Une baisse des taux d'intérêt directeurs de la FED et de la BCE
 - C. Une baisse des taux d'intérêt directeurs de la FED et de la BCE ainsi que du QE
- 10** Au sein de la zone euro, de nombreuses incertitudes risquent de peser sur la croissance économique dont :
- A. Le niveau inquiétant des finances publiques
 - B. Le niveau inquiétant des finances publiques et le niveau élevé du chômage
 - C. Le niveau inquiétant des finances publiques, le niveau élevé du chômage ainsi que le niveau élevé des créances douteuses dans le bilan des banques européennes



Bibliographie

- « Petite reprise après grande crise », *Perspectives 2016-2017 pour l'économie mondiale*, OFCE, 12 avril 2016.
- Richard HIAULT, « Risques commerciaux et financiers menacent la croissance mondiale, selon l'OCDE », www.lesechos.fr, 7 mars 2017.
- « *Global growth set to strengthen to 2.7 percent as outlook brightens* », June 4, 2017, www.worldbank.org.
- *L'Économie mondiale 2017*, CEPII, La Découverte, coll. « Repères », septembre 2016.

Réponses au QCM

- 1 Réponse C.
L'OCDE prévoir une croissance économique mondiale à 3.3% en 2017.
- 2 Réponse A.
L'Inde est le pays qui connaît la plus forte croissance économique depuis 2014. Il est attendu une croissance économique proche de 8% pour l'année 2018 (7.7% d'après l'OCDE).
- 3 Réponse B.
Depuis 2010, la croissance économique chinoise est passée de 10.5% à 6.3%. Même si la croissance économique est nettement moins intense que celle de première décennie du XXI^e siècle (croissance à deux chiffres), l'activité économique du pays demeure encore intense.
- 4 Réponse A.
Sur la période 2010-2018, l'économie américaine connaît une croissance économique proche voire supérieure à 2%. Cela n'est pas le cas de zone euro même si les deux économies tendent davantage à converger depuis 2015.
- 5 Réponse B.
D'après l'OCDE, la croissance économique de la zone euro devrait être de 1.6% en 2018.
- 6 Réponse C.
D'après l'OCDE, la croissance économique des États-Unis devrait être de 2.8% en 2018.
- 7 Réponse B.
La France souffre d'un manque de compétitivité hors prix ou structurelle. Autrement dit, les entreprises françaises doivent davantage faire des efforts en matière d'innovation.
- 8 Réponse C.
Il s'agit du Japon dont la croissance économique devrait péniblement atteindre 0.8% en 2018 car le pays éprouve toujours des difficultés à sortir de la déflation.
- 9 Réponse C.
Pour faire face à la crise de 2008, les banques centrales américaine et européenne ont dû baisser fortement leurs taux d'intérêt directeurs afin de favoriser le recours au crédit bancaire nécessaire à l'activité économique. En outre, elles ont appliqué des mesures « exceptionnelles » qualifiées de non conventionnelles (dont le QE) pour soutenir et stimuler l'activité économique au-delà de la seule baisse des taux d'intérêt directeurs.
- 10 Réponse C.

La croissance économique française actuelle

1 L'activité économique redémarre à nouveau en 2016

En 2016, le PIB (produit intérieur brut) a augmenté de 1.2 % en volume semblant ainsi confirmer les résultats encourageants des années précédentes : +0.9 % en 2014 et +1.1 % en 2015. Dans sa récente note de conjoncture semestrielle du 20 juin 2017, l'INSEE prévoit même une croissance du PIB de +1.6 % pour l'année 2017. Cette bonne nouvelle mérite d'être soulignée pour deux raisons : premièrement, elle confirme l'embellie de l'économie française timidement apparue en 2015 et deuxièmement il s'agit de la plus forte hausse annuelle du PIB depuis 2011. Quelles raisons concourent à cette embellie de notre économie ?

Tout d'abord, les bons chiffres de la croissance française pour les années 2016 et 2017 s'inscrivent dans le contexte de reprise de l'économie mondiale qui tend à se généraliser progressivement. Ainsi, la situation économique des principales économies joue en notre faveur : la croissance économique américaine se consolide, le ralentissement de l'économie chinoise semble s'être interrompu, les économies émergentes comme le Brésil et la Russie tendent (après de sévères difficultés sur les trois dernières années) à se redresser et enfin la zone euro (après les craintes suscitées par l'épisode du Brexit et la montée des partis souverainistes lors des récentes élections) semble également renouer avec une croissance plus solide.

Notre croissance actuelle est surtout tirée par l'accélération de la consommation des ménages. Les dépenses de consommation des ménages exprimées en volume ont augmenté régulièrement depuis 2014 : +0.7 % en 2014, +1.4 % en 2015 et +2.3 % en 2016. Ce dynamisme de la consommation des ménages se concentre surtout dans le secteur des services marchands (hébergement-restauration, services de transport...). L'accélération de l'activité de ces secteurs est imputable à l'accélération du pouvoir d'achat des ménages. En 2016, le revenu disponible brut des ménages (revenu tiré de leur participation à la production et obtenu après déduction des impôts/cotisations sociales et ajout des prestations sociales) a augmenté de 1.7 %.

Les revenus d'activité ont augmenté pour différentes raisons : l'amélioration de la situation sur le marché du travail a permis une hausse des salaires nets de ménages, la baisse des taux d'intérêt a allégé les intérêts payés par les ménages, les impôts sur le revenu et le patrimoine payés par les ménages ont crû moins rapidement et enfin les prestations sociales en espèces ont augmenté.

Enfin, la reprise de de l'investissement des entreprises se confirme. En 2014, celui-ci s'est accru en volume de +1.7 %, de +3.1 % en 2015 et de +3.6 % en 2016. Diverses mesures favorables à l'investissement des entreprises ont été prises sous le quinquennat de François HOLLANDE permettant de redresser et de stabiliser le taux de marge des entreprises (cet indicateur est le rapport de l'excédent brut d'exploitation (ou EBE) à la valeur ajoutée autrement dit il permet de mesurer la part des profits réalisés par les entreprises afin qu'elles puissent réaliser des investissements) qui atteint 31.9 % en 2016 comme en 2015. Sur la période 2014-2017, le gouvernement de Manuel VALLS a fait une politique de l'offre qui s'est traduite par une baisse des prélèvements obligatoires des entreprises (CICE notamment) afin de renforcer leur compétitivité. Cependant, cette mesure a surtout permis aux entreprises de restaurer leur taux de marge qui s'était profondément dégradé suite à la crise de 2008 mais elle n'a pas produit les effets vertueux attendus sur les exportations. De plus, le suramortissement fiscal, mesure mise en place en avril 2015, a permis de soutenir l'investissement des entreprises. Cette mesure permet aux entreprises qui réalisent certains investissements (machines, équipements, logiciels, matériel informatique) un suramortissement de 40 % réparti linéairement sur la durée d'utilisation du bien déductible de leur résultat imposable en plus de l'amortissement habituel. Elle devait prendre fin au mois d'avril 2016 mais son impact positif sur l'investissement des entreprises a conduit le gouvernement de l'époque à la reconduire jusqu'en avril 2017. Enfin, la baisse des taux d'intérêt a permis aux entreprises d'alléger leur charge d'intérêts contribuant à l'accroissement de leur épargne en 2016. Ainsi, leur taux d'autofinancement (cet indicateur mesure la part de l'épargne brute des entreprises par rapport à leurs investissements) est stable et s'établit à 84.7 % en 2016.

2 Malgré cette embellie, des fragilités demeurent

L'un des problèmes structurels de notre économie française est la faiblesse de la compétitivité de nos entreprises. Malgré des éléments favorables à l'amélioration de notre commerce extérieur (la signature de grands contrats comme le bateau de croisière *Meraviglia*, livré début juin 2017, au croisiériste italien MSC et les ventes d'Airbus ainsi que des mesures fiscales favorables à la compétitivité des entreprises comme le Pacte de responsabilité ou le CICE), celui-ci va encore amputer la croissance économique de 0.3 point de PIB en 2016 contre cependant 0.8 point en 2015 et 0.5 point en 2014. Bien que la croissance de nos importations soit amenée à ralentir un peu en 2016 (+3.5 % contre +4.2 % en 2015), leur hausse reste supérieure à